

Lilian Mathieu

Sociologue, CNRS

L'extrême droite mouvementiste : le cas d'Unité radicale.

S'il en constitue le pivot central, le Front national n'est pas seul au sein de l'extrême droite. L'article se penche sur l'histoire, l'idéologie et les pratiques militantes d'un des principaux groupuscules de l'extrême droite « mouvementiste », Unité radicale. Méfiante à l'égard du jeu électoral et tournée vers l'agitation et l'élaboration idéologique, cette mouvance nationaliste-révolutionnaire entretient des rapports complexes, faits autant de répulsion que d'attraction, à l'égard du FN.

L'importance de la place occupée par l'extrême droite dans le champ politique depuis une vingtaine d'années constitue une sorte de paradoxe : foncièrement antidémocratique, cette mouvance doit l'essentiel de son succès aux scores qu'elle obtient en participant au jeu électoral. Ce paradoxe n'est pas nouveau : il fut aussi celui de l'Allemagne hitlérienne. Dans le cas présent, il tend à masquer que la participation aux élections n'est pour l'extrême droite qu'une voie d'accès au pouvoir parmi d'autres, et que si la fondation du Front national, en 1972, visait précisément à la doter d'une organisation apte à défendre ses positions dans l'arène électorale, ce choix tactique fut alors loin de faire l'unanimité. Les scores en progression quasi constante du FN depuis vingt ans et sa position désormais centrale dans l'espace politique d'extrême droite montrent que cette stratégie d'adhésion au moins formelle aux principes de la compétition démocratique était judicieuse ; ils ne doivent pas pour autant dissimuler la persistance au sein de cette mouvance de fractions s'affirmant révolutionnaires et situant leur action à distance du jeu électoral. Cette extrême droite « mouvementiste » est éclatée en de multiples tendances, et intervient selon des formes et sur des terrains divers. Faute de place, nous n'en présenterons pas une vision d'ensemble¹, mais nous nous limiterons à l'évocation de l'une de ses organisations les plus connues, Unité radicale (UR).

Genèse d'Unité radicale

UR s'est rendue célèbre le 14 juillet 2002 par la tentative d'attentat de son militant Maxime Brunerie contre Jacques Chirac — un attentat manqué qui a

conduit à sa dissolution le 6 août 2002, puis à sa reconstitution quelques mois plus tard sous le nom de Bloc identitaire. UR a été créée en juin 1998 par la fusion des deux mouvances du GUD et de Nouvelle résistance, auxquelles se sont ralliés des militants de l'Œuvre française et du PNFE (Parti nationaliste français et européen)². Si le but affiché de cette alliance était de « structurer la tendance radicale et extra-parlementaire du mouvement national en France³ », elle devait aussi une large part de sa logique à la concurrence entre fractions depuis longtemps rivales au sein de l'extrême droite.

UR — qui n'a jamais compté plus de cent cinquante adhérents — apparaît ainsi comme un des derniers avatars des mouvances nationaliste-révolutionnaire et solidariste. La première, incarnée par le GUD, est l'héritière des organisations nationalistes-révolutionnaires des années soixante et soixante-dix (Occident et Ordre nouveau, principalement). Le GUD fait sa première apparition en 1969, lorsque des militants étudiants issus d'Occident décident de concentrer leurs efforts sur la faculté de droit d'Assas, où ils obtiennent de bons scores aux élections étudiantes. Les années suivantes, son activité est marquée par de fréquents affrontements avec des militants d'extrême gauche, à Assas devenue son bastion, mais aussi dans d'autres universités. Après la dissolution d'Ordre nouveau, en 1973, la plupart de ses militants rejoint le Parti des forces nouvelles (PFN), alors principal concurrent d'un FN encore groupusculaire⁴. Le GUD se dissout en 1981 après plusieurs années de déclin, mais renaît en 1983 à l'occasion des manifestations de défense de l'école privée. À l'analyse, le GUD n'apparaît pas comme un mouvement doté d'une véritable assise organisationnelle, mais davantage comme un label dont se sont saisies plusieurs générations de jeunes militants, généralement méfiants à l'égard des partis et portés sur l'action violente. Pour autant, si sa composition a fortement varié au fil de plus de trente ans d'existence, son discours comme ses pratiques sont restés globalement les mêmes, alliant dénonciation des autres syndicats étudiants (taxés de « marxisme ») et affrontements violents avec des militants de gauche.

Nouvelle résistance est pour sa part la principale organisation solidariste (une mouvance dite aussi « tercériste »). Héritier de l'idéologie fasciste des années trente⁵, le solidarisme entend tracer une « troisième voie » entre capitalisme et communisme, et cela au moyen d'une conception corporatiste de la société unie autour d'un État fort, non démocratique et économiquement interventionniste. Les plus anciens des solidaristes actuels ont commencé à militer au sein du Groupe action jeunesse (GAJ) fondé en 1973 (notamment par Jean-Pierre Stirbois, et auquel se ralliera deux ans plus tard Jean-Gilles Malliarakis) et qui, déjà, regroupait d'anciens militants du GUD et d'Ordre nouveau hostiles à la stratégie électoraliste du FN. En 1979, le GAJ se transforme à la faveur d'un rapprochement avec les Groupes nationalistes révolutionnaires (fondés par

François Duprat) en Mouvement nationaliste révolutionnaire, lequel se fonda lui-même en 1985, avec l'appoint d'anciens militants du PFN, dans le « mouvement d'initiatives sociales européennes pour la Troisième Voie » (TV). En 1991, J.-G. Malliarakis rejoint le FN, ce qui provoque l'éclatement de TV ; emmenés par leur secrétaire général Christian Bouchet, les militants hostiles à cette stratégie fondent alors Nouvelle résistance. Mais en 1996, devant le double constat de la stagnation de cette nouvelle entreprise et de la prise de distance de J.-M. Le Pen avec l'ultralibéralisme au profit d'un discours davantage social, Nouvelle résistance se dissout tout en invitant ses militants (réunis au sein de « L'Union des cercles Résistance ») à pratiquer l'entrisme au sein du FN.

La création d'UR, en juin 1998, s'inscrit dans ces conditions comme une tentative d'ouverture et de structuration d'un espace d'activité non électoral dans un contexte où, le FN voyant ses scores stagner autour de 15 %, la priorité donnée à la voie électorale par un J.-M. Le Pen vieillissant commence à être contestée au sein du parti. Pour ses fondateurs, avec UR les nationalistes-révolutionnaires « ne sont plus dispersés et sans influence » mais « réunis dans une organisation forte à l'idéologie cohérente », et peuvent ainsi « contrer les tentatives des modérés qui voudraient faire dévier le mouvement national vers les marais de la droite libérale ».

Une idéologie fasciste

L'idéologie professée par UR est une critique du capitalisme et du libéralisme antimarxiste, antimatérialiste et antidémocratique. De ce fait, on ne doit pas être surpris de rencontrer des penseurs socialistes parmi les auteurs de référence de ce courant ; ceux-ci ont de longue date été annexés par les différents courants fascistes qui se sont succédés depuis la fin du XIX^e siècle⁶. On pouvait ainsi lire sur le site d'UR que son combat « apparaît en France lors de la Révolution dans les milieux patriotes radicaux, et qu'il se concrétise dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec la fusion idéologique des courants nationalistes et socialistes-révolutionnaires. En conséquence, nous sommes les héritiers des bras-nus de 1793, de Blanqui et de Proudhon, de Barrès, de la Cocarde et du Cercle Proudhon. Mais aussi des "non-conformistes des années 1930" et de Valois ».

UR s'oppose ainsi aux « valeurs de la société marchande, de la démocratie libérale et de l'esprit bourgeois » qui conduiraient à une « homogénéisation idéologique au niveau planétaire » dont l'agent principal serait le « colonialisme yankee ». Ce n'est donc pas seulement par opportunisme qu'UR s'est engagée elle aussi sur le terrain de la critique de la mondialisation. Certes, la création en son sein d'un Comité national anti-McDo, ou la présence dans sa mouvance de Résistance verte (qui entend disputer aux « lobbies bien-pensants, gauchissants voire ultra-gauchistes » le « monopole de l'écologie radicale ») peuvent-

elles être interprétées comme des tentatives de captation d'une part du capital symbolique de l'altermondialisation et de l'écologie ; pour autant, cet opportunisme ne doit pas faire oublier que l'idéologie fasciste est, fondamentalement, une critique de la société marchande et des valeurs bourgeoises.

La domination du système occidental aurait pour effet l'anéantissement des identités nationales et ethniques ; à ce titre, le fait qu'UR entende défendre ceux qu'elle appelle les « petits Blancs » montre combien la dimension sociale est pour elle inextricablement liée à la « question ethnique ». L'objectif de « réduire la fracture ethnique et [de] redonner aux Français de souche leur chance de vivre pleinement leur identité dans la fierté et la sécurité » passe selon UR par une politique des plus répressives en matière d'immigration ; outre un rapatriement des immigrés présents en France, UR exige une « révision drastique et rétroactive de l'acquisition de la nationalité française ». Cette hostilité à l'égard de l'immigration est cependant tempérée par des positions pro-arabes indissociables d'un antisionisme viscéral ; ainsi, pour UR, à condition d'être hors de France, « les islamistes représentent une force multiforme qui peut, dans certains pays et dans certaines circonstances, être une alliée contre l'impérialisme américanisationniste ». L'antisionisme rejoint les thèmes les plus routinisés de l'antisémitisme lorsqu'il sert d'appui à la classique dénonciation du « capitalisme apatride » — un antisémitisme qui s'énonce à découverts dans la condamnation par UR de « l'interdiction de s'exprimer qui frappe les historiens révisionnistes ». Deux traits de la conception identitaire défendue par UR méritent d'être soulignés. Le premier est qu'il s'agit d'une conception raciale, inspirée du GRECE, qui envisage les différences culturelles comme ancrées dans un déterminisme biologique et considère tout métissage comme une source de dégénérescence. Ainsi, pour UR, « dire qu'il y a un danger islamique est une mauvaise approche, car cela signifierait que le problème de l'immigration n'est pas racial mais religieux [...] Un Bosniaque ou un Kosovar musulman mais de souche ethnique européenne sont chez eux en Europe, alors qu'un Malien ou un Vietnamiens catholique n'ont rien à faire sur notre sol ». Le second trait est l'abandon d'un nationalisme étroit au profit d'une défense de l'identité et de la civilisation européennes ; ainsi UR se positionne-t-elle « pour l'Europe impériale de Galway à Vladivostok et contre l'Europe des marchands que constitue l'Europe de Maastricht », ceci afin de « donner aux Européens la possibilité de résister comme force politique et comme bloc ethnique homogène [...] tant face aux USA et à la Chine qu'à la montée vers le Nord des populations du Sud ».

UR dans l'espace de l'extrême droite

À sa fondation, UR refuse d'être un « groupuscule de plus » mais entend être un « pôle de coordination » pour les diverses tendances de la mouvance natio-

naliste. L'enjeu n'est pas de jouer la carte électoraliste dans une visée de prise de pouvoir (rôle laissé au FN), mais de créer une « structure nationaliste radicale — structurée, conséquente et cohérente — qui par son existence même, et par son poids, influe sur les décisions et prises de position du mouvement national dans son entier ». Dans cette optique, l'accent est porté sur la propagande idéologique et culturelle : par des « campagnes militantes ciblées et par un combat culturel adapté », UR entend « contribuer à une “renationalisation” de la jeunesse par imprégnation idéologique, de la même manière que la propagande des divers groupes d'extrême gauche [...] contribue à une imprégnation idéologique favorable au métissage et à la société multiculturelle ».

La scission, intervenue à la fin de 1998, entre FN et MNR va cependant changer la donne et conduire UR à réviser ses intentions initiales. Une tentative des lepénistes d'instrumentaliser les « radicaux » contre les mégrétistes tourne rapidement court, car la majorité des militants UR se rangent aux côtés de B. Mégret et rejoignent son parti, accueilli comme une entreprise salutaire de rénovation de l'extrême droite⁸. Outre sa « dérivemonégasque » (c'est-à-dire la mainmise du clan Le Pen sur le parti), UR reproche au FN d'adopter des « positions aberrantes et suicidaires sur l'immigration » en « renonçant à la nécessaire expulsion des immigrés ». Est de même dénoncée l'influence au sein du FN du courant catholique traditionaliste de Bernard Antony et de *Présent*, jugé « archaïque » et « stratégiquement contre-productif ». Cette hostilité aux catholiques traditionalistes est officiellement légitimée par l'« approche laïque et religieusement neutre de la politique » affichée par UR ; elle peut également s'expliquer par les liens qui unissent de longue date les nationalistes-révolutionnaires aux courants grécistes et néopaiens.

Le soutien affiché par UR à B. Mégret n'est toutefois pas exempt de critiques. Si, conformément à sa mission d'« aiguillon » dépourvu d'ambitions électorales, UR entend compléter le MNR « en créant un espace d'expression pour ceux qui pourraient être insatisfaits par sa nécessaire modération », elle entretient une certaine réserve à l'égard de B. Mégret, dont les options ultralibérales suscitent la méfiance chez des anticapitalistes déclarés. Surtout, lui est reproché de poursuivre une stratégie d'alliance avec la droite « classique », stratégie qui l'amènerait à modérer ses positions, et à dissoudre leur potentiel révolutionnaire, pour les rendre politiquement acceptables.

À cette ambivalence à l'égard de B. Mégret va progressivement s'ajouter, à mesure des résultats électoraux catastrophiques du MNR, le double constat de l'échec de l'entreprise mégrétiste et que le FN reste le pilier central de l'extrême droite, pour infléchir la position d'UR à l'égard du parti lepéniste. Les manifestations d'indépendance à l'égard du MNR vont se multiplier en même temps que les appels à la conciliation entre lepénistes et mégrétistes, comme dans cette

« lettre pour une unité d'action électorale » appelant à des accords de non-concurrence entre FN et MNR aux municipales de 2001. On peut interpréter comme un signe d'ouverture similaire la création en septembre 2000, à l'initiative d'UR, de la « Coordination », qui se veut un lieu de ralliement de tous les « militants des forces nationales » quelle que soit leur appartenance partisane. Le rapprochement avec le FN sera confirmé en avril 2002 par le remplacement du secrétaire général Ch. Bouchet par Fabrice Robert (ancien élu régional FN) et Guillaume Luyt (ancien responsable national du Front national de la jeunesse). Héritier d'un courant solidariste qui s'était toujours tenu à distance du FN, et n'ayant lui-même que très tardivement, et temporairement, opéré un rapprochement avec le parti lepéniste, Ch. Bouchet avait dès la scission clairement opté pour le camps mégrétiste ; le fiasco du MNR a signé l'échec de sa stratégie et conduit à son éviction par d'anciens militants du FN ne partageant pas son hostilité à l'égard de J.-M. Le Pen. Les réactions opposées de Mégret et de Le Pen à l'attentat manqué de Brunerie ont, à leur manière, témoigné de cette recomposition : alors que le premier excluait immédiatement tous les « radicaux » de son parti, le second condamnait la dissolution d'UR, indiquant ainsi qu'il entendait ne pas se priver, au besoin, de l'appui éventuel de ceux qu'il considère comme des « jeunes nationaux turbulents ».

UR semble ainsi avoir un temps constitué une sorte de base de repli pour des militants d'extrême droite déstabilisés par la scission. Les terrains de l'agitation et de l'élaboration idéologique, peu occupés dans un contexte d'hégémonie du FN et de sa stratégie électoraliste, sont apparus suffisamment peu marqués — tout en étant, par les vertus symboliques de la « radicalité », peu suspects de tiédeur politique — pour constituer une zone d'attente relativement neutre le temps que l'orage passe et qu'apparaissent de premiers indices d'un basculement favorable à l'un ou l'autre camp. Les enjeux de cette posture étaient déjà explicites deux ans avant la présidentielle et le constat d'échec de l'entreprise mégrétiste ; un « Appel aux militants des forces nationales » avançait ainsi que « considérant l'impasse de la logique électoraliste adoptée par le FN et le MNR, nous entendons affirmer que les nationalistes français ne sont pas des témoins ou des prophètes mais des hommes et des femmes soucieux d'agir dans le réel pour le redressement national [...] Ni réformateurs, ni conservateurs, les militants nationalistes refusent de concentrer leurs efforts sur le terrain électoral, même si celui-ci est important en termes d'accès aux médias et au financement ».

Ce repli temporaire était sans doute destiné à durer après que les militants ont pris acte de la victoire du FN sur sa dissidence mégrétiste. On peut faire l'hypothèse qu'il s'agissait pour les responsables d'UR de patienter le temps que s'atténue le ressentiment des frontistes à l'égard des « félons » qui avaient originellement choisi le camp MNR, mais aussi dans l'espoir de constituer un pôle

de ralliement solidement constitué au moment où se poserait la question de la succession de J.-M. Le Pen. Cet espoir a été sérieusement compromis par l'attentat manqué contre J. Chirac : désormais politiquement disqualifiée par son stigmate de violence incontrôlable, la mouvance « radicale » ne peut plus prétendre à la légitimité tant idéologique que militante que la création d'UR visait précisément à lui assurer. Même reconstitués sous le nom de Bloc identitaire (mais privés de leurs cadres les plus expérimentés, tels Ch. Bouchet, qui anime désormais le « Réseau radical »), les nationalistes-révolutionnaires semblent aujourd'hui trop marginalisés pour attirer d'autres forces militantes que des jeunes davantage tentés par l'action violente que par de subtiles élaborations tactiques ou idéologiques. La faiblesse des effectifs réunis lors des premières apparitions publiques du Bloc identitaire (cent-trente personnes à un meeting et une cinquantaine de manifestants contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne à Lyon en décembre 2002, quatre-vingts délégués lors des assises nationales d'avril 2003) indiquent que la nouvelle organisation aura du mal à échapper à la logique groupusculaire à laquelle son stigmate paraît la condamner. La brève histoire d'UR et, plus largement, celle des courants solidariste et nationaliste-révolutionnaire apporte plusieurs enseignements. Le premier concerne la configuration du champ politique d'extrême droite, dont le FN est de toute évidence le pôle structurant. C'est en effet en référence au parti lepéniste que s'opèrent tous les calculs tactiques, prises de position, jeux de distinction et de marquage politique, ou anticipations de l'avenir. Cette situation, on l'a vu, dure depuis 1973 : depuis cette date, l'ensemble des scissions et recompositions organisationnelles ont toujours été opérées en référence au FN, que celui-ci joue le rôle d'un attracteur (d'autant plus puissant qu'il offre des opportunités de reconversion dans le champ politique « légitime ») ou à l'inverse de repoussoir, spécialement du fait de la mainmise de son chef sur son appareil et de son engagement dans une logique électoraliste à la légitimité incertaine au sein d'une mouvance qui s'affirme révolutionnaire.

Un second enseignement porte sur le statut d'une entreprise politique telle que UR, et réfère à des processus fréquents dans d'autres milieux militants que l'extrême droite. Originellement destinée à contrebalancer la stratégie électoraliste du FN par l'occupation de la position révolutionnaire, UR s'est muée après la scission en base de repli dans l'attente de futures recomposition et réunification de l'extrême droite partisane. À ce titre elle a joué le rôle de ce que V. Taylor désigne comme une « structure de rémanence » (*abeyance structure*), c'est-à-dire une forme organisationnelle permettant de maintenir un mouvement en vie, quoiqu'en relatif sommeil, pendant une phase de reflux, et cela en convertissant dans d'autres formes d'action les anciennes pratiques militantes ou en formant de futurs cadres aptes à assurer la relève le moment venu⁹. La posture « mouve-

mentiste » adoptée par UR, essentiellement tournée vers l'agitation de rue, l'organisation de manifestations culturelles (concerts de « rock identitaire français », notamment) et l'élaboration idéologique, aura constitué une des modalités de ce changement de registre militant, mais sans être la seule disponible au sein de l'extrême droite : comme l'a souligné V. Lafont, la sphère associative elle aussi « offre une possibilité de retrait et de prise de distance peu coûteuse lorsque les contextes politique et partisan changent et deviennent hostiles à l'engagement, ou simplement lorsqu'ils n'entrent plus en adéquation avec les aspirations des militants, ou encore après la perte d'un leader opportuniste¹⁰ ». Dans cette logique, la disqualification et la marginalisation de la mouvance d'UR après l'attentat manqué de Brunerie semblent aujourd'hui faire de l'association « culturelle » Terre et Peuple¹¹ la principale structure de rémanence de l'extrême droite non électoraliste — ce dont témoigne le relatif succès de sa « Fête des libertés et de l'identité » qui, organisée à Paris en novembre 2002 le jour de l'anniversaire de la Nuit de cristal, a rassemblé plusieurs notables de l'extrême droite en rupture tant avec le FN dominé par le clan Le Pen qu'avec un MNR moribond.

1 Pour une telle vision d'ensemble, cf. Lilian Mathieu, « La droite radicale », in X. Crettiez, I. Sommier (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002 ; Fiammetta Venner, « Ces groupes nationaux-radicaux candidats à la dissolution », *Prochoix*, n° 22, 2002.

2 Sur l'OF et le PNFE, voir L. Mathieu, art. cit. et F. Venner, art. cit.

3 Sauf exception signalée en note, toutes les citations ont été recueillies sur le site d'UR avant sa fermeture en juillet 2002.

4 Le PFN a été fondé par des militants d'Ordre nouveau qui avaient quitté le FN, à la fondation duquel ils avaient contribué, après avoir tiré un constat d'échec de sa participation aux législatives de 1973 (où il obtint un score de 1,3 %). Ce départ, qui permit une prise de contrôle du FN par J.-M. Le Pen, a semblé la stratégie gagnante dans les années 1970, pendant lesquelles le PFN dépassait le FN tant en termes d'adhérents que de visibilité politique ; le ralliement de ses principaux animateurs au Centre national des indépendants a toutefois contribué à vider le PFN de sa substance, laissant à l'orée des années 1980 le FN occuper la quasi-totalité de l'espace partisan nationaliste.

5 Cf. Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, n° éd., 2000.

6 Zeev Sternhell et al., *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Folio, 1994 [1^{re} éd. 1989].

7 Entretien avec G. Luyt et F. Robert sur www.les-identitaires.com.

8 Une quinzaine de membres d'UR siègeront au Conseil national du MNR.

9 Verta Taylor, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, 1989.

10 Valérie Lafont, « Lien politique et lien social : la vie associative et l'engagement au Front national », in C. Andrieu et al. (dir.), *Associations et champ politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 425.

11 Terre et Peuple est l'organisation de Pierre Vial, professeur d'histoire à l'université Lyon 3 passé par le GRECE et principal représentant de la mouvance « néo-païenne » au FN. P. Vial a suivi B. Mégret au moment de la scission mais l'a récemment quitté pour se concentrer sur cette association, qui entend étudier et célébrer la « civilisation européenne ».